

Tribune de Didier Le Gac

Défendre l'Agriculture, pas sa caricature

Désormais, à l'occasion de l'examen du moindre texte de loi sur l'agriculture, on a l'impression que notre pays est en proie à une guerre civile ! A chaque fois, l'affaire semble entendue : il y aurait d'un côté les vilains défenseurs d'une agriculture conventionnelle donc intensive et de l'autre, les gentils apôtres d'une agriculture raisonnée.

Ainsi l'examen de la loi dite Duplomb a-t-il donné lieu à des tribunes enflammées pour fustiger un texte - pourtant édulcoré par rapport à sa version initiale - synonyme de graves reculs environnementaux.

A les lire, il semblerait que l'agriculture française soit la plus rétrograde au monde et nos agriculteurs, des gens totalement irresponsables, dénués de toute conscience. C'est bien évidemment inexact.

Comme il est inexact de parler de « fermes-usines » pour évoquer nos élevages porcins quand la moyenne des exploitations françaises compte 250 truies contre 810 au Danemark ou 1 250 en Espagne ; inexact également de parler de « projets industriels » pour des élevages de 3 000 poulets en Bretagne quand certains élevages d'Europe de l'est comptent plusieurs millions d'animaux !

Pour ceux-là, notre agriculture n'est jamais assez respectueuse de l'environnement alors qu'elle est pourtant celle qui respecte le plus de normes et de règlements au monde. Ils s'en prennent à « l'agro-business qui régnerait dans notre pays » alors que 90% des exploitations agricoles chez nous sont des exploitations familiales avec parfois juste 1 ou 2 salariés !

Il y a plus d'un an, quand les agriculteurs manifestaient, 91% des Français se disaient solidaires de leurs revendications*. Notamment lorsqu'il s'agissait de se battre contre les surtranspositions. Pourtant, c'est bien contre la réintroduction, de manière très encadrée et à titre dérogatoire, d'un seul composant - l'acétamipride -, que les mêmes évoquent une catastrophe écologique alors que ce composant est autorisé partout ailleurs dans les 26 autres pays en Europe !?

Ces voix, ce sont les mêmes qui expriment leur hostilité systématique contre tous les projets d'extension et de mise aux normes des exploitations, pourtant indispensables afin de permettre aux éleveurs d'être toujours plus respectueux de l'environnement et de créer des conditions de travail meilleures. Et, pendant ce temps, nous préférons fermer les yeux en important toujours davantage : 50% de nos légumes dont 2/3 de nos tomates, 30% de notre viande, 25% de nos produits laitiers et 60% des poulets consommés sont importés ! Venant de pays qui ne respectent ni nos normes environnementales ni nos règles sociales ou encore de bien-être animal. Demain, est-ce le modèle que l'on veut pour notre pays ? une alimentation à deux vitesses : l'une, importée et bas de gamme pour les plus modestes et l'autre, bio ou circuit court pour les ménages les plus aisés. Arrêtons de les opposer ! Car en vérité, nous avons de la chance : notre pays est l'un des seuls capables de nourrir sa population en proposant une alimentation saine, variée et peu coûteuse, accessible au plus grand nombre. Mais jusqu'à quand ? Si nourrir notre pays est bien une question de souveraineté, plus encore, c'est aussi un enjeu démocratique !